

Mise en garde du Conseil national de sécurité à l'approche des élections au Burundi

PANA, 12 novembre 2014 Bujumbura, Burundi - Le Conseil national de sécurité (CNC) a averti, mercredi, ceux qui continuent de semer la psychose à l'insécurité, en cette veille de nouvelles élections générales au Burundi, que la question de sécurité est "très vitale" pour le pays, avisant qu'aucune "concession ne sera faite, ni aux nationaux, ni aux étrangers qui se livreraient à des actes ou à des paroles allant dans le sens d'exacerber les tensions et les divisions de tout genre". [Photo : Réunion du Conseil national de sécurité, lundi 10 novembre 2014]

Dans un communiqué de presse, l'organe qui œuvre sous la haute autorité du chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, condamne plus explicitement encore les médias qui diffusent de "fausses informations non vérifiées" au sujet des périls sécuritaires supposés planer sur le pays. Des bandes armées et habillées partout de la même façon de "machettes brillantes et tranchantes" et de "longues vestes noires" déroulent la chronique des médias depuis trois semaines au Burundi. Dans l'imaginaire collectif, l'appellation de ces "silhouettes" insaisissables et surtout de la "machette" font d'autant plus peur que cela renvoie aux années sombres de la guerre civile qui a duré entre 1993 et 2003. La machette fut l'arme de destruction massive par excellence dans une guerre fratricide qui a fait au moins 300.000 morts, essentiellement des civils, selon les estimations les plus faibles des Nations Unies. Les mêmes médias rapportent des cas de paisibles citoyens qui font les frais au quotidien des actes de pillage, d'assassinat et de brutalité de la part des ces bandes armées pour le moment non encore clairement identifiées qui sévissent de nuit aussi bien à Bujumbura, la capitale, qu'à l'intérieur du pays. Le Conseil de sécurité trouve plutôt que la situation sécuritaire prévaut dans le pays est "satisfaisante" et lance un appel à la population de rester "vigilante" et de ne pas céder à la «manipulation et aux rumeurs». Les quelques incidents qui sont observés par endroits sont liés au banditisme, aux conflits fonciers, à la consommation des stupéfiants et à la détention illégale d'armes, tente encore de rassurer, le CNC dans son communiqué. L'amplification des ces incidents jugés mineurs par le CNC est, pour cet organe sécuritaire, l'œuvre de certains médias qui propagent ainsi des rumeurs «avec l'objectif de faire régner la psychose à l'insécurité, confusion au sein de l'opinion nationale et internationale» et "cette situation ne fait que profiter aux criminels qui servent pour commettre des forfaits". Quant à l'enjeu électoraliste qui sous-tend ces rumeurs et manipulations de l'opinion, le CNS estime que cela ne devrait pas être le cas du moment que les élections sont une expression de la démocratie où le peuple élit librement ses dirigeants et que, par contre, la sécurité reste un préalable irremplaçable pour le pays. Les Burundais retournent aux urnes entre les mois de mai et août 2015 pour renouveler, du sommet à la base, les institutions étatiques qui ont été mises en place par la voie des urnes lors des précédentes élections générales de 2010. A l'approche des élections de 2015, un goût de revanche persiste entre les perdants et les vainqueurs d'octobre qui ne se sont pas pardonnés des accusations de fraudes massives, sans en apporter cependant des preuves tangibles à ce jour. Le Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, ancienne principale rébellion du pays) avait fait presque cavalier seul aux élections de 2010, suite au retrait de l'opposition. Le CNDD-FDD risque encore une fois, en 2015, de profiter des divisions internes aux partis rivaux de l'opposition qui sont actuellement minés par des divisions internes pour le leadership, dit-on dans les milieux politiques spécialisés à Bujumbura.